



Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour janvier 2004

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

LES RESULTATS DE JANVIER 2004

**Un début d'année en amélioration pour l'économie parisienne :
Hausse des immatriculations d'entreprises
Baisse des jugements d'ouverture de redressement et de liquidations judiciaires**

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE PARISIENNE EN JANVIER 2004

Variation en % entre janvier 2004 et janvier 2003

Les immatriculations d'entreprises	+7,16%
Les investissements des entreprises	-9,08%
L'endettement social des entreprises	-4,87%
Les ouvertures de procédures collectives	-3,74%
Les liquidations judiciaires	-5,42%

**Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce de Paris en janvier 2004 :
0,9 jour**

**Indice de satisfaction des clients : 86% des clients se déclarent très satisfaits et 13% satisfaits de
l'accueil aux guichets du greffe en janvier 2004**

➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« **Un début d'année encourageant pour la création d'entreprises.** » La hausse des créations d'entreprises s'est poursuivie en janvier 2004 : les immatriculations au Registre du commerce se sont accrues de 7,1% par rapport à janvier 2003. L'enthousiasme des créateurs pour la SARL à libre capital social n'a pas faibli le mois dernier : 316 entrepreneurs ont profité de l'assouplissement des règles d'immatriculation rendues possibles par la loi pour l'Initiative économique, entrée en vigueur le 1^{er} août 2003. Les immatriculations de SARL à libre capital représentent désormais 22% des immatriculations mensuelles des SARL parisiennes, et 11,7% des immatriculations totales de janvier.

Cette dynamisation du tissu économique parisien s'est accompagnée d'une baisse des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaire (-3,7%) en janvier.

En revanche, les entrepreneurs ont été moins nombreux à solliciter un prêt bancaire pour financer l'achat d'un fonds de commerce ou effectuer des travaux dans le local commercial qu'ils occupent.

Le greffe au service des entrepreneurs. Dans le cadre de la démarche qualité qu'il a entreprise, le greffe du Tribunal de commerce de Paris s'engage à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais.

En janvier, 86% des clients ⁽¹⁾ qui se sont présentés à ses guichets se sont déclarés très satisfaits et 13% satisfaits de l'accueil qui leur a été réservé.

Les nouvelles entreprises ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,9 jour franc ouvrable en décembre 2003 ⁽²⁾.

(1) Sondage effectué en janvier 2004 aux guichets d'accueil du greffe par voie de questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de 510 personnes.

(2) La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable à compter de la réception de ceux-ci.

❖ **Immatriculations d'entreprises :**

Poursuite de la hausse des créations d'entreprises : +7,16% en janvier 2004

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier
2004	2 693
2003	2 513
Evolution en %	+7,16%

Avec 2 693 immatriculations au Registre du commerce en janvier 2004, la création d'entreprise enregistre une hausse de 7,16% par rapport à janvier 2003.

Les créateurs d'entreprise ont maintenu leur intérêt pour le statut juridique de SARL à libre capital en janvier 2004. 316 SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €, seuil auparavant fixé par la loi, se sont immatriculées au Registre du commerce le mois dernier, soit 21,7% de la totalité des immatriculations de SARL du mois de janvier. Ces nouvelles structures exercent principalement leur activité dans le conseil aux entreprises (20%), le commerce (18%), la construction et la réfection de bâtiments (15%). Si 50% de ces entreprises se constituent avec un capital de 1 et 1 000 €, on constate cependant une tendance à l'augmentation de ce capital de départ.

❖ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce :**

En baisse : -7,49% en janvier 2004 (par rapport à janvier 2003)

Modifications au Registre du commerce	Janvier
2003	80 243
2004	74 229
Evolution en %	-7,49%

En janvier 2004, 74 229 entrepreneurs ont effectué des formalités légales de modification de leur inscription, soit une baisse de 7,49% par rapport à janvier 2003. En 2003, la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques avait généré un grand nombre de mises en conformité au sein des entreprises, qui s'étaient traduites par des formalités légales modificatives.

NB : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

❖ **Radiations d'entreprises du Registre du commerce**

Baisse des radiations sur déclaration du dirigeant (-13,3% par rapport à janvier 2003) et des radiations d'office (- 17,4% par rapport à janvier 2003).

Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier
2004	970
2003	1 120
Evolution en %	-13,39%

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier
2004	593
2003	718
Evolution en %	-17,41%

En janvier 2004, 970 dirigeants ont volontairement radié leur entreprise du Registre du commerce, soit une baisse de 13,39% par rapport à janvier 2003. Les principales causes de radiation sur déclaration sont la cessation volontaire d'activité et le déménagement de l'entreprise dans un autre département.

A l'instar des radiations sur déclaration, les radiations d'office subissent également une baisse en janvier 2004. Le greffe a radié d'office 593 entreprises le mois dernier, soit une diminution de 17,41% par rapport à janvier 2003. Cette opération permet de procéder à un apurement du Registre du commerce pour en extraire les entreprises qui ont cessé leur activité.

Les opérations de radiations effectuées en 2003, parallèlement à l'embellie économique constatée, justifient cette baisse des radiations en janvier.

NB : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commis à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

❖ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires :**

Diminution des inscriptions relatives aux investissements des entreprises en janvier 2004 (-9,08%), et des prêts bancaires accordés aux entrepreneurs (-9,39% par rapport à janvier 2004)

Inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage	Janvier
2004	611
2003	672
Evolution en %	-9,08%

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier
2004	598
2003	660
Evolution en %	-9,39%

Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage diminuent de 9,08% par rapport à janvier 2003.

Cette diminution s'observe également pour les inscriptions de nantissements correspondant aux prêts bancaires, en baisse de 9,39%. Ces derniers sont accordés aux entrepreneurs par les banques et les organismes de crédit en vue de financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation.

NB : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

❖ **Endettement fiscal et social :**

Hausse de l'endettement fiscal de 90,65% et baisse de l'endettement social de 4,87% en janvier 2004. (par rapport à janvier 2003)

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier
2004	591
2003	310
Evolution en %	+90,65%

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier
2004	4 139
2003	4 351
Evolution en %	-4,87%

- En janvier 2004, 591 **inscriptions de privilèges du Trésor public** ont été prises auprès du greffe, soit une hausse de 90,65% par rapport à janvier 2003. Les inscriptions augmentent en volume aux périodes

d'échéance de paiement des cotisations. Un report d'inscriptions semble s'être opéré entre décembre 2003 et janvier 2004, ce qui expliquerait cette forte hausse.

- Le nombre d'**inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** subit une baisse de 4,87% en janvier 2004 (par rapport à janvier 2003). En valeur, le montant moyen par inscription s'élève à 7 216 €, en hausse de 6,1% par rapport à janvier 2003.

NB : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement.

❖ Jugements d'ouverture de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires) :

Décisions d'ouverture rendues par le Tribunal : -3,74% en janvier 2004 (par rapport à janvier 2003)

Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire	Janvier
2004	386
2003	401
Evolution en %	-3,74%

Les juges du Tribunal de commerce de Paris ont prononcé 386 décisions d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire en janvier 2004, soit une baisse de 3,74% par rapport à janvier 2003.

1 593 salariés ont été directement concernés par les jugements d'ouverture de procédures collectives en janvier 2004, soit deux fois plus qu'en janvier 2003, en raison notamment du dépôt de bilan d'une entreprise importante dans le secteur des services aux entreprises.

Les secteurs des services aux entreprises (834 salariés) et de l'hôtellerie et de la restauration (165 salariés) ont été particulièrement touchés par les procédures collectives du mois dernier. Les salariés du secteur du commerce, du transport et de la construction ont également été concernés en janvier 2004, avec 440 emplois touchés.

En janvier 2004, les entreprises défaillantes ont déclaré un passif cumulé de 106 550 000 €, en hausse de 19,34% par rapport à janvier 2003. Le passif moyen par entreprise s'élève à 265 700 € en janvier 2004, en hausse de 19,34% par rapport à janvier 2003.

217 dirigeants d'entreprises se sont rendus au greffe en janvier 2004 pour y déposer leur déclaration de cessation de paiement, soit sensiblement le même nombre qu'en janvier 2003. Le Tribunal ouvrira un jugement d'ouverture de procédure collective à l'encontre de ces entreprises dans les prochaines semaines.

❖ La Prévention des difficultés des entreprises

Augmentation des dossiers ouverts (+ 14,37%) et des entretiens accordés par les juges (+20,00%) aux dirigeants d'entreprises en janvier 2004.

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier
2004	199
2003	174
Evolution en %	+14,37%

En janvier 2004, les détections d'entreprises potentiellement en difficulté augmentent de 14,37% par rapport à janvier 2003. Les chefs d'entreprise concernés seront entendus prochainement par les juges de la Prévention.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises	Janvier
--	---------

dans le cadre de la prévention des difficultés	
2004	174
2003	145
Evolution en %	+20,00%

Toujours en janvier 2004, les juges ont accordé 174 entretiens aux dirigeants d'entreprise, soit +20,00% par rapport à janvier 2003. Cette augmentation témoigne de la volonté du Tribunal de commerce de Paris et de sa nouvelle Présidente de déployer activement la Prévention.

9 825 salariés sont directement concernés par les détections fin janvier 2004, soit une hausse de 21% par rapport à fin janvier 2003. Ces dossiers sont actuellement en cours d'examen par les juges.

Les caractéristiques les plus fréquemment observées chez ces entreprises potentiellement en difficulté sont les suivantes :

- 24% sont de jeunes entreprises, immatriculées au Registre du commerce depuis moins de 5 ans
- 30% ont 5 à 10 ans d'existence
- 18% ont 15 à 20 ans d'existence
- 28% sont des entreprises de plus de 20 ans d'existence.

64% des entreprises concernées par la Prévention sont des SARL. 35% disposent d'un capital social inférieur à 7 700 €.

Les secteurs d'activité les plus touchés en termes d'effectifs sont les services aux entreprises (28% des effectifs totaux), le commerce (22% des effectifs totaux), l'hôtellerie et la restauration (10% des effectifs totaux).

Depuis début 2003, le Tribunal de commerce de Paris se mobilise en faveur du sauvetage des entreprises dès les premières difficultés rencontrées. Les statistiques de janvier 2004 font apparaître que 52% des entrepreneurs convoqués par les juges de la Prévention poursuivent leur activité.

NB : Lors de ces entretiens, les juges font le point avec les dirigeants sur la situation de leur entreprise et les informent sur leurs devoirs et responsabilités. Un débat peut s'engager sur les mesures de redressement à envisager.

Gros plan sur les entreprises parisiennes immatriculées en janvier 2004

Répartition par arrondissements et par secteurs d'activité

2 693 entreprises nouvelles se sont immatriculées au Registre du commerce parisien en **janvier 2004**, soit + 7,16% par rapport à **janvier 2003**.

❖ LES RESULTATS DES IMMATICULATIONS DE JANVIER 2004 PAR ARRONDISSEMENT :

En hausse :

- En janvier 2004, les 16^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème} et 14^{ème} arrondissements sont les secteurs de Paris intra-muros qui progressent le plus en termes d'immatriculations d'entreprises, soit respectivement +2,1%, +1,8%, +1,1% et +0,6% par rapport à janvier 2003.
- Les immatriculations dans les 11^{ème}, 18^{ème}, 9^{ème}, 6^{ème}, et 20^{ème} arrondissements progressent également, mais de façon plus modérée par rapport à janvier 2003 (hausse inférieure ou égale à 0,5%).

En baisse :

- Les 2^{ème}, 10^{ème}, 8^{ème} et 19^{ème} arrondissements enregistrent une baisse des immatriculations, soit respectivement -2,1%, -1,8%, -1,4% et -0,8% en janvier 2004 (par rapport à janvier 2003).
- Les 12^{ème}, 13^{ème}, et 1^{er} arrondissements subissent également une légère baisse, comprise entre -0,2 % et -0,5%.

❖ LES RESULTATS DES IMMATICULATIONS DE JANVIER 2004 PAR SECTEUR D'ACTIVITE

En hausse :

- Les services aux entreprises (+2,5%) et les activités financières (+1,5%) sont les deux secteurs d'activité économique qui progressent le plus.

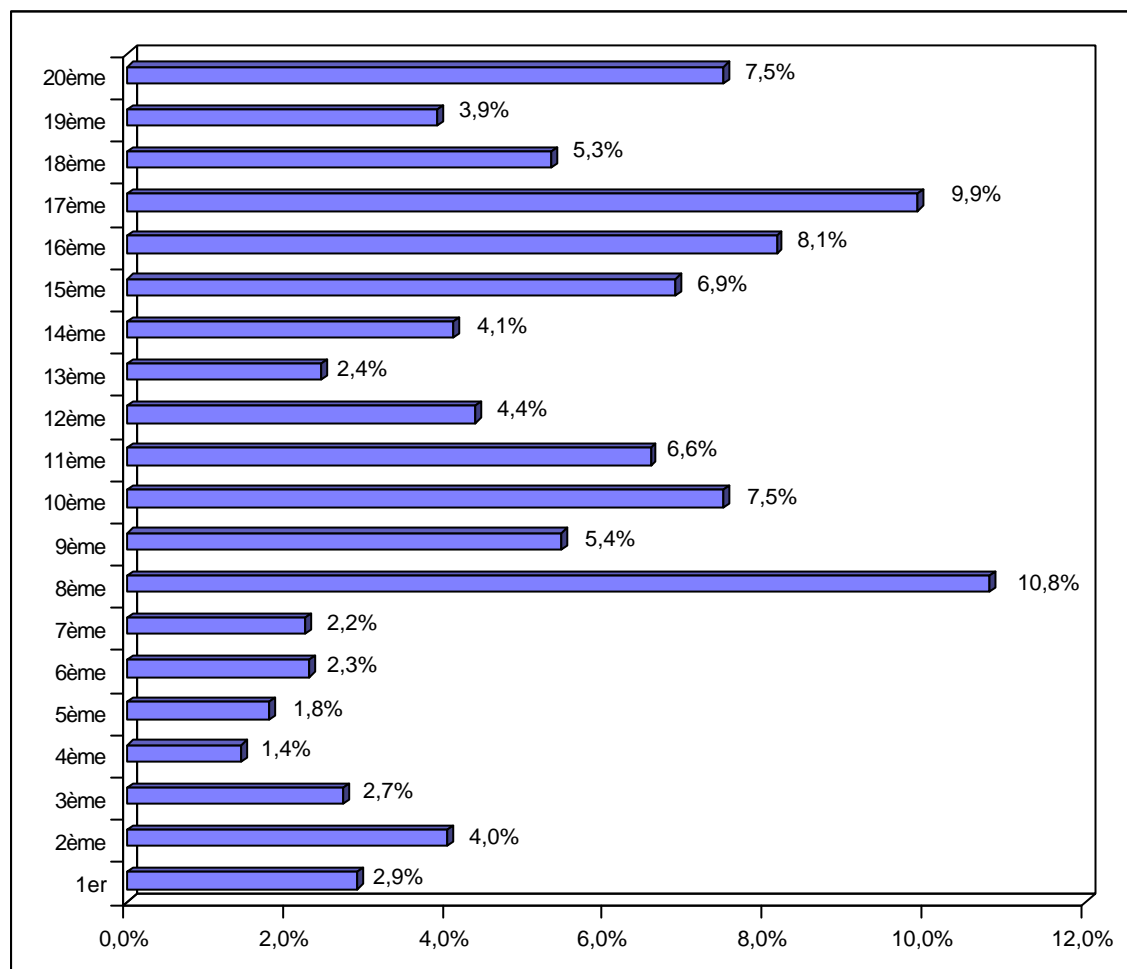
En baisse :

- Le commerce et l'hôtellerie et la restauration, en revanche, subissent une baisse respective de 1,2% et 1,9%.

Stable :

- Les immatriculations dans le secteur des transports et communication, industrie manufacturière, services collectifs, sociaux et personnels, se maintiennent à un niveau stable.

❖ REPARTITION DES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES PAR ARRONDISSEMENTS EN JANVIER 2004



❖ REPARTITION DES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES PAR SECTEURS D'ACTIVITE EN JANVIER 2004

<i>Industrie manufacturière</i>	6,4%
<i>Construction</i>	11,2%
<i>Commerce</i>	18,8%
<i>Réparations automobile et d'articles domestiques</i>	2,5%
<i>Hôtels et restaurants</i>	6,4%
<i>Transports et communications</i>	2,2%
<i>Activités financières</i>	3,1%
<i>Immobilier et location</i>	16,0%
<i>Services aux entreprises</i>	27,6%
<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	4,1%
<i>Total</i>	100%